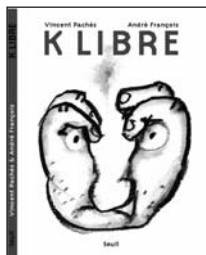


# Pour des politiques socio-éducatives, médico-



**L**e terrain de l'action éducative et sociale est aujourd'hui un terrain aux frontières mouvantes traversé par les remous de la société et une perte ou crise des valeurs.

Les politiques sociales sont confrontées ou s'adosent à des logiques d'économie libérale où prévalent le rapport à court terme coût/efficacité et une fascination pour la rationalisation. L'économie libérale entre dans le médico-social avec le

retour et le renforcement des calculs de rentabilité, la mise en concurrence dans le cadre d'appels d'offres, la stigmatisation des usagers considérés comme des délinquants potentiels et/ou des paresseux qui ne font rien pour se mobi-

liser. La « marchandisation » du social va bon train. Cette crise modifie profondément la « question sociale ».

L'intégration dans le corps social de ceux qu'une infirmité, un handicap ou une maladie rendent plus vulnérables, cède aujourd'hui le pas aux urgences de la lutte contre les exclusions.

Quel que soit le site où nous nous trouvons, de l'éducation à l'accompagnement social en passant par l'animation et le soin, il est essentiel de re-situer l'acte éducatif dans les valeurs qui le sous-tendent et la tension qui l'articule au technique. Aujourd'hui, l'action et le positionnement éducatif se déclinent dans les dimensions d'accompagnement et de médiation, mis en œuvre par des acteurs engagés.

En effet il ne peut y avoir d'action éducative, sociale ou de soin, sans que le sujet en soit le centre et l'acteur, même si

## Politiques sociales : actions de solidarité

### ■ Former des animateurs professionnels pour des actions d'Éducation populaire



#### Le réseau Ceméa, actif et mobilisé

• Quatre rencontres trimestrielles de deux jours, ont été organisées avec les référents des actions « Animation Professionnelle » des associations Ceméa de métropole. Elles ont été un lieu de mutualisation des projets, des pratiques, et le lieu de la construction collective de contenus de formation. Elles ont été également le lieu de la construction collective des analyses

et des positions des Ceméa sur les questions de l'animation professionnelle. En lien avec les travaux de la Délégation à l'Emploi et aux Formations du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative (MJSVA), elles ont permis de recueillir les points de vue et les analyses des structures de formation au travail sur le terrain. Elles ont permis de faire le point sur les positionnements et les attitudes des Directions régionales Jeunesse et Sports (DRJS), ces informations étant transmises à la Délégation à l'Emploi et aux Formations (DEF).

• Une rencontre nationale des militants du secteur « Animation Professionnelle » a été organisée sur cinq jours en juin 2004 avec **trente-cinq participants**, tous formateurs des actions Animation professionnelle, venant de **métropole**, de **Guadeloupe**, de **Martinique** et de **La Réunion**.

Elle a permis de faire circuler les informations sur les travaux en cours, de recueillir les points de vue des participants, et de s'assurer que les opérateurs directs des formations diplômantes étaient bien informés des évolutions en cours et à venir. Une attention particulière a été apportée aux liens entre Animation professionnelle et Culture : visites de terrain, analyses de pratiques, appropriation des travaux de la DEF et du Ministère de la Culture et de la Communication (Charte Culture et Éducation populaire).

• L'Institut de formation Professionnelle des Ceméa d'**Ile-de-France** (Infop) a poursuivi en 2004 sa mission de soutien en ingénierie pédagogique exercée au profit des secteurs Animation Professionnelle de toutes les Associations régionales des Ceméa.

Les demandes d'aide ont porté majoritairement sur de l'instrumentation méthodologique et pédagogique en BAPAAT, BEATEP et DEFA. Treize Associations régionales ont été demandeuses d'aide ; sept formateurs régionaux sont venus participer à des sessions de formation Animation professionnelle de l'Infop afin de voir concrètement comment ces questions y étaient traitées. Un premier module de trois jours d'une formation de quatre fois trois jours « Être formateur de formations longues » a été organisé en novembre. Cette formation qui se poursuit en 2005 réunit **11 cadres pédagogiques**.

• Un voyage d'étude d'une semaine a été organisé pour les cadres pédagogiques des associations Ceméa en novembre à **La Réunion** sur le thème « Pratiques de l'économie solidaire ». Douze cadres du secteur Animation professionnelle en faisaient partie.

• Une recherche-action portant sur la place et le rôle des militants non permanents des Ceméa dans les actions du secteur Animation Professionnelle

avait été engagée en 2003, en lien avec l'université Paris 3, avec **11 personnes**. Elle a abouti en 2004 à la diffusion d'un état des lieux, d'une analyse et des propositions de préconisations pour une évolution des pratiques dans les Associations territoriales des Ceméa.

#### Une convention nationale avec la Délégation à l'Emploi et aux Formations du MJSVA

Par convention passée pour l'année 2004, les Ceméa ont réalisé :

- Une étude préalable à la rédaction d'une « note d'opportunité » portant sur les activités scientifiques et techniques dans les BPJEPS. La remise finale a eu lieu en juin 2004.

- Une étude portant sur la mise en place des spécialités du BPJEPS relevant du champ de la jeunesse et de l'Éducation populaire dans et par les associations et fédérations d'Éducation populaire. Une note d'étape a été remise en octobre 2004, le rapport final en mars 2005.

- L'accompagnement de la mise en place de la spécialité « Animation culturelle » du BPJEPS à partir d'une étude réalisée en 2003.

#### Quelques chiffres

**Neuf Associations territoriales** des Ceméa ont été engagées dans des BAPAAT, ce qui correspond à **312 participants**.

Toutes les Associations territoriales ont été engagées dans des BEATEP ; six ont démarré des BPJEPS, pour un total de **1 143 participants**. Cinq ont conduit des cycles DEFA complets ; 12 ont organisé des UF DEFA pour un total de **379 participants**. Deux sont intervenues dans des formations de niveau 2 : DEDPAD, diplômes universitaires, DSTS, pour un total de **74 participants**.

#### Les thématiques des BEATEP

Accompagnement à la scolarité, Pratiques culturelles, Enfance jeunesse, Projet éducatif local et périscolaire, Animateur ludothécaire, Animateur personnes âgées, Musiques actuelles, Éducation à l'environnement, Animation des espaces éducatifs, Vie des groupes, Activités culturelles, Petite enfance, Enfants et jeunes en milieu rural, Technologies de l'information et de la communication, Tourisme social associatif, Médiation du livre... **49 formations** au total ont été réalisées en 2004.

#### Formation courtes dans le cadre de la formation professionnelle continue

**13 Associations territoriales** des Ceméa ont organisé des sessions courtes de formation continue, des aides et des conseils auprès des structures de terrain, pour **1 680 participants**.

# sociales, porteuses de valeurs

un moment de l'histoire d'une personne ou d'un groupe peut les rendre dépendants d'une aide. Nous sommes en quelque sorte convoqués à la création des voies d'une nouvelle éducation civique, dans une démarche de transmission, reconnaissant tout autre, comme interlocuteur à part entière. Nous vivons également actuellement une décentralisation du financement des formations initiales des professions de santé et du social, sans garanties réelles d'égalité de traitement des centres des étudiants selon les régions. Les Ceméa soulignent le risque que la décentralisation soit ici synonyme de perte des acquis.

La notion de souffrance, les difficultés de vie sont centrales dans les questionnements et les travaux des Ceméa, sur l'ensemble de leurs secteurs d'intervention. La majorité des actions des Ceméa sont dirigées vers l'enfance et la jeunes-

se, les vacances et les loisirs, elles s'adressent donc à tous les enfants, à tous les jeunes. Parce qu'ils sont en contact étroit avec la réalité et qu'ils sont composés de praticiens de terrain et de citoyens actifs, les Ceméa ne peuvent se contenter de dénoncer les inégalités, les exclusions, cette dualité sociale, et d'en construire une critique théorique. Ils se doivent, comme ils l'ont toujours fait depuis leur création, d'avoir la volonté d'agir sur elles...

## et lutte contre toutes les exclusions

### Une veille citoyenne vigilante

Le contexte politique, social et économique appelle les citoyens à exercer de façon responsable une veille vigilante sur les conditions de l'action éducative. L'école est en débat. La famille connaît de fortes évolutions. Le travail social est interpellé. La société ne trouve pas encore un accord sur comment intégrer les personnes en difficulté sociale, éducative ou matérielle. Elle ne sait pas quelle place faire à la raison et à la vérité dans un monde de remise en cause de la science. Se profilent alors les tentations régressives ; celles de la primauté de la répression sur l'éducation, celles des croyances rassurantes sur les savoirs récupérables.

N'est-il pas inquiétant de voir une société mettre en avant le fait de devoir se protéger de l'enfance et de la jeunesse, d'assimiler toute personne en difficulté sociale, éducative ou matérielle à un délinquant potentiel quand l'une des de ses premières missions est au contraire de protéger et d'éduquer cette enfance et cette jeunesse ? N'est-il pas risqué aussi de favoriser et d'étendre de façon exhaustive le devoir de signalement et d'information à tous les acteurs qui, cherchant à dépasser les limites reconnues du secret professionnel, peut tout autant compromettre une démarche éducative qui exige de mettre en confiance les jeunes en difficulté non pour les signaler mais pour les éduquer ? Moins que la confusion des statuts (l'éducateur n'est pas un auxiliaire de police, le policier n'est pas un animateur), la perspective doit être celle des complémentarités entre les acteurs, leurs rôles et fonctions à partir d'objectifs élaborés et évalués ensemble. S'il est évident que certaines des personnes en difficulté sociale, éducative ou sociale peuvent, temporairement ou longuement, fortement ou modérément, commettre des actes délinquants, il est inutile et dangereux d'en soupçonner toute cette population, tout en exonérant toutes les autres catégories sociales.

Jacques Demeulier  
VEN n° 514

**VILLE-SUR-ILLON**  
**Formation des animateurs et responsables de structures**



Organisée par le P.E.P. 88 (Association Départementale des Professeurs de l'Enseignement Public), une formation dans le cadre des Contrats Locaux d'Accompagnement à la Solidarité (C.L.A.S.) sous l'égide du Comité départemental de l'Accompagnement à la Solidarité a été déroulée mardi à la salle de la mairie de Ville-sur-Illon.

Accueillie par le maire, Paul Etienne, lequel a présenté sa commune, et plus particulièrement le collège, l'ensemble des participants a été reçu par le directeur de l'Accompagnement à la Solidarité, M. J.C., et 25 animateurs et responsables de structures communales, associatives, M.J.C., etc. 25 structures dans les Vosges, venant de Thionville, de Lunéville, de Colmar, de Porcecotte et de Ville-sur-Illon ont été présentes.

Le directeur de l'Accompagnement à la Solidarité, M. J.C., a présenté son rôle et son rôle de directeur de l'Accompagnement à la Solidarité, Centre d'Enseignement aux Métiers d'Éducation Active et Études Actives, Daniel Simon et Estelle Acteur.

"Notre souci par le biais de l'aide aux devoirs et des activités périscolaires est de permettre le lien éducatif entre l'éducation nationale, le milieu éducatif des loisirs et les parents pour une parfaite complémentarité. Les projets menés par ces animateurs ou responsables de structures ont pour objectif de donner les moyens aux enfants de réussir leur scolarité. Cet accompagnement suppose de ne pas se limiter à la maison", informe Daniel Simon.

"L'accompagnement à la scolarité est une évidence sociale. Il résulte d'une prise de conscience des pouvoirs publics et des collectivités locales de la nécessité d'aider l'enfant dans une dimension éducative périscolaire indispensable à la réussite en école d'une démarche de réussite scolaire et de manière plus large à son intégration sociale, à son plein épanouissement et à son devenir d'adulte citoyen solidaire et responsable", précise le directeur avant d'annoncer que quatre formations intéressantes de responsables de structures ont lieu dans l'année. La prochaine se déroulera en avril 2004 à Saint-Dié.

### La Charte qualité Animation professionnelle

- Exercer les métiers de l'animation c'est :
- Participer à la transformation des personnes, des groupes et des organisations.
  - Favoriser le développement des liens sociaux.
  - Agir pour l'autonomie des personnes et des groupes.
  - Soutenir la transformation des dynamiques des territoires.
  - Contribuer au développement du bénévolat et de la vie associative.
  - Aider les personnes et les groupes à interroger leurs références, leurs habitudes, leurs représentations.

Les animateurs professionnels ont une responsabilité sociale et politique. La formation est permanente. La formation contribue à la transformation des personnes. La formation est un lieu de rencontre et de confrontation d'idées et de pratiques. La formation devrait être gratuite pour les participants. Les formations conduites en partenariat nécessitent une forte cohérence entre les projets des partenaires. L'arrivée de la Validation des Acquis de l'Expérience est une richesse pour les personnes.

Extraits

En collaboration avec le Ceméa

**Les mamans veulent animer leur quartier**



Les mamans du quartier de la Chapelle, à Paris, ont décidé de créer un espace d'animation pour les enfants et les adultes. Elles ont rencontré des professionnels du Ceméa pour discuter de leur projet et de la manière de le mettre en œuvre. Elles ont également participé à des ateliers de formation pour développer leurs compétences en animation.

## L'ensemble de la filière formation à l'animation professionnelle, à l'Infop



L'Institut de formation professionnelle (Infop) des Ceméa de l'**Ile-de-France** est impliqué sur l'ensemble de la filière de formation. En 2004, ont été accueillies deux promotions BAPAAAT, dont l'une intégrant trois personnes malentendantes (partenariat avec l'Institut des jeunes sourds de **Bourg-la-Reine**) et deux promotions BEATEP qui seront les dernières, car 2005 verra s'ouvrir les premières promotions BPJEPS. Les formations de niveau III en DEFA ont été l'objet d'innovations pédagogiques et de changements: réintroduction d'échanges internationaux, écriture de la monographie repensée, création d'entités d'aide à l'écriture professionnelle, refonte du contenu du troisième stage de l'UF approfondissement. Concernant les formations de niveau II, le partenariat avec le CEP de Paris X se poursuit et un nouveau partenariat avec l'IUT de Bobigny Paris 13 a été mis en place autour d'une licence professionnelle d'intervention sociale.

Les formations du secteur « développement »

### Les formations du secteur « développement »

En 2004, l'activité du secteur développement s'est inscrite pour beaucoup dans la continuité des projets engagés en 2003. Cela s'est traduit par la reconduction avec la ville d'**Ivry** de la formation des animateurs des CLSH sur les questions liées à l'accompagnement culturel. Cela s'est traduit aussi par la mise en place de deux nouvelles promotions Beatep spécifiques pour des personnes en position de diriger des structures de loisirs de type CLSH (villes de **Nanterre** et **Villepinte**, villes de **Cergy** et **Fontenay-sous-Bois**). Le groupe est composé de 14 personnes. Des formateurs du secteur développement, suite à une sollicitation de la ville de Villepinte, ont construit un projet de formation spécifique menant au Bapaat. La particularité de ce projet repose sur le fait que la formation se déroule dans sa quasi-totalité en « infra » dans un CLSH de la ville sur 375 heures de formation théorique et 838 heures de formation pratique, réparties sur neuf mois.

### La validation des acquis de l'expérience (VAE)

Elle se développe notamment depuis l'annonce de la modification législative (obligation d'être titulaire du BEATEP pour diriger un centre de plus de 80 enfants fonctionnant plus de 80 jours dans l'année) qui prendra effet en septembre 2005. En 2004, les Ceméa Infop ont accueilli **11 stagiaires** envoyés principalement par les villes de **Nanterre** et de la **Courneuve**. Un travail a également été mené avec la ville de **Saint-Denis** pour mettre en place, en collaboration avec le centre Paris Lecture, une démarche spécifique s'adressant à 9 directeurs permanents.

L'expérience acquise dans le VAE a permis aux Ceméa d'élaborer un accompagnement pédagogique et méthodologique basé sur une recherche des compétences individuelles à partir d'outils spécifiques (logiciel informatique travaillant sur des arborescences notamment) et sur un travail centré sur l'écriture. En général sont proposés deux accompagnements, une première formule qui s'appuie sur trois regroupements de 35 heures et un suivi individualisé de 35 heures, une deuxième sur une formule de deux regroupements et d'un suivi de même durée.

L'ensemble des formations conduites en 2004 à l'**Infop-Ceméa Ile-de-France** correspond à l'accueil de **516 stagiaires**, pour **12 710 journées stagiaires** soit près de **89 000 heures stagiaires**.

## Du statut de prestataire à l'idée de partenariat

Depuis cinq ou six ans, les Ceméa de **Franche-Comté** ont poursuivi leurs actions dans divers domaines, par des interventions ponctuelles, en qualité de simples prestataires, répondant la plupart du temps à des demandes isolées de certains organismes. Au fil des années des liens se sont tissés jusqu'à peu à peu, donner lieu à des bribes de collaboration, qui ont fini par positionner les Ceméa en tant qu'intervenant privilégié.

Puis, à la faveur d'un travail pédagogique plus étroit, les relations sont devenues telles qu'elles ont scellé un véritable partenariat, débouchant sur une réflexion en amont, une élaboration commune de projets et d'actions, donnant lieu à des prolongements visant à les pérenniser.

Autour d'une activité telle que la lecture et surtout l'écriture, les Ceméa ont développé des formations de manière transversale. Ainsi, des animateurs volontaires aux stagiaires en alphabétisation, en passant par les animateurs professionnels, les éducateurs spécialisés, moniteurs éducateurs en formation à l'IRTS, les femmes sans emploi, les lycéens ou élèves du primaire et les accompagnateurs à la scolarité, ont été développées des actions en partenariat avec les Directions départementales de la Jeunesse et des Sports, des maisons de quartier, des établissements scolaires, l'association Croq'livres ainsi que la communauté d'agglomération du pays de **Montbéliard**.

D'autre part, les Ceméa ont, en partenariat avec les PEP 25 et l'Antenne petite enfance, entrepris de développer la formation des accompagnateurs à la scolarité. Le projet a pris forme et se déroulera durant le premier semestre 2005. À noter là aussi, le travail en relation étroite avec la CAF de **Montbéliard**, le FASILD et la DDASS, et pas seulement comme partenaires financiers. En 2005, se profile déjà l'extension du projet à la zone de **Pontarlier**. En 2004, les travaux ont porté sur la gestion des conflits, la connaissance des adolescents, la découverte culturelle, la relation avec les familles, tout ceci articulé à la charte nationale de l'accompagnement à la scolarité. Une vingtaine de personnes a suivi la formation.

## Importance du travail en réseau...

Il s'agit non plus seulement d'orienter des personnes, mais bien de les accompagner dans des va-et-vient, aussi chaotiques soient-ils. Accompagner plutôt qu'adresser, mettre en relation plutôt que diriger vers: c'est l'utilisation efficace du carnet personnel d'adresses plutôt que la recherche de conventions interinstitutions.

À l'insécurité professionnelle liée à la précarité financière des actions engagées s'ajoute l'insécurité liée aux blocages générés par les découpages trop thématiques des dispositifs d'intervention et d'aide sociale. S'y ajoutent également la lourdeur et la complexité des procédures. La sécurité issue de la maîtrise d'un réseau professionnel de proximité, fiable, interagissant, non dénué d'affectivité, vient alors contrebalancer ces inquiétudes.

Insécurité représentée par des institutions et des administrations forcément lourdes, sécurité représentée par les acteurs de terrain forcément plus opérationnels; mais aussi sécurité représentée par un maillage de dispositifs pouvant couvrir tous les aspects des problématiques sociales, si l'insécurité liée à l'inquiétude des travailleurs sociaux de ne pas réussir à trouver la bonne solution pour les personnes accueillies ne prend pas le dessus.

C'est sans doute pourquoi le fonctionnement en réseau prend tant d'importance: il est un moyen concret, pour les intervenants comme pour les institutions qui les laissent se développer, de pallier, de sécuriser, d'organiser, laissant le soin à d'autres moments, à d'autres personnes, de réinterroger la structuration des institutions et leurs rapports entre elles. Chacun reconnaît ainsi le travail de l'autre et, au lieu d'amalgamer critique de la personne assumant la fonction et critique de la fonction, comme cela se fait bien souvent, le but est plutôt de chercher à améliorer les choses par une construction constante de partenariat actif.

François Chobeaux, VST n° 81



Dessin d'André François  
Extrait de K Libre, éditions du Seuil

## ■ L'insertion, une préoccupation des Ceméa

Sept Associations territoriales des Ceméa ont conduit des actions en 2004 : Auvergne, Bourgogne, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, La Réunion, Picardie, Poitou-Charentes.

Les publics sont variés : jeunes de 18 à 25 ans, allocataires du RMI et ayants droits potentiels, demandeurs d'emploi suivis par l'ANPE, travailleurs handicapés, détenus, habitants d'un quartier ou d'un « îlet », cafés sociaux... Les actions sont aussi variées : plates-formes insertion, formations BAFA « accrochées » à des démarches de mobilisation, développement solidaire, cercles de recherche d'emploi, atelier de préparation à la sortie de prison... Au total, **1915 personnes** ont profité de ces dispositifs.

Tous les intervenants de ce secteur se sont retrouvés en mars durant trois jours en pour échanger et partager leurs pratiques, pour affiner les positions et analyses des Ceméa en matière d'insertion sociale et professionnelle, pour finaliser la « Charte qualité » du secteur.

### UN CENTRE PERMANENT D'ACCUEIL ET D'INSERTION (CPAI) À CREIL

#### Ses objectifs et son fonctionnement

Le Centre Permanent d'Accueil et d'Insertion de l'association Ceméa de **Picardie** se veut être depuis 1999 un espace accueillant et convivial pour les allocataires du RMI et les ayants droits facilement repérables, un lieu d'écoute et d'échanges propice à recréer du lien social, un lieu d'orientation, d'aide à l'élaboration du parcours d'insertion en lien avec les référents, l'objectif principal étant de travailler en amont et tout au long du parcours, un lieu d'information sur les différentes actions d'insertion et un lieu de proposition d'ateliers et d'activités correspondant à des besoins spécifiques.

Le suivi du parcours d'insertion se fait :

- Par un accueil individualisé qui permet d'identifier la demande de la personne et d'envisager la mise en œuvre de son parcours d'insertion.
- Par un accompagnement individualisé mis en place par l'animatrice sociale (sous forme d'entretiens individuels réguliers) qui permet de faire le point sur l'évolution du parcours d'insertion et sur la résolution des problématiques repérées.
- Par l'implication au sein d'ateliers collectifs permettant le redynamisme des personnes, la valorisation des savoir-faire et des savoir être favorisant ainsi la reprise de confiance en soi.

Le CPAI est avant tout pour les personnes un lieu convivial où elles peuvent être écoutées avec respect et considération. C'est un espace de vie, un lieu d'informations.

Un suivi adapté et personnalisé est mis en place et répond ainsi à tous types de demandes.

Le CPAI est donc soit un maillon dans le parcours d'insertion en lien avec d'autres partenaires (APEF, ASI, UDAF, ANPE...), soit le centre qui effectue l'ensemble du suivi. En 2004, **338 entretiens** ont été menés. **51 personnes** ont bénéficié d'un suivi régulier.

## Accueil de personnes malentendantes dans un BAPAAT

L'une des particularités de cette promotion a été la présence de trois personnes malentendantes. Cet accueil, préparé en amont avec l'Institut des Jeunes Sourds de **Bourg-la-Reine**, a nécessité tout au long de la formation un travail particulier. Au niveau du groupe, la présence de jeunes sourds s'est révélée être un élément moteur dans la dynamique de formation. Cette expérience a été l'occasion d'une réelle rencontre entre les sourds et les entendants. L'écoute, la communication et l'attention aux autres, éléments au cœur du métier d'animateur ont ainsi été particulièrement travaillés. Nous avons été aidés dans notre travail de formation par la présence, à mi-temps, d'une éducatrice interprétant en langue des signes. La grande majorité des stagiaires a vécu cette situation comme une chance développant un intérêt particulier qui s'est traduit par l'apprentissage tout au long de l'année de la langue des signes, mené par deux stagiaires sourds.



Dessin d'André François  
Extrait de K Libre,  
éditions du Seuil

## Une semaine nationale d'études sur les micro-projets de développement solidaire

**Cette semaine d'étude a eu lieu du 27 novembre au 4 décembre 2004 à l'Île de la Réunion.**

Voir au-delà des océans, aller à la rencontre de porteurs et d'acteurs du territoire, se questionner sur les dimensions et les limites de l'accompagnement d'initiatives collectives, confronter ses points de vue sur une économie plus solidaire, identifier des éléments transférables à d'autres régions... Voilà ce qui attendait **21 formateurs** des secteurs Insertion, Éducation spécialisée, Animation volontaire et professionnelle venant des Associations territoriales des Ceméa d'**Auvergne**, de **Normandie**, du **Nord-Pas-de-Calais**, de **Bourgogne**, du **Languedoc-Roussillon**, d'**Alsace**, du **Limousin**, de **Martinique**, d'**Île-de-France** et de **Midi-Pyrénées**.

### Des rencontres sur le terrain

**125 personnes** (les formateurs des Ceméa nationaux, l'équipe des Ceméa Réunion, des porteurs de projet de toute l'île, des techniciens institutionnels, des acteurs locaux et des élus) ont participé à divers moments de cette semaine et **160 personnes** (porteurs d'initiatives locales, techniciens, élus) se sont mobilisées lors de la journée de l'Économie sociale et solidaire intitulée « Agir ensemble pour construire de nouvelles richesses » organisée dans le cadre de cette semaine par les **Ceméa de la Réunion** et la CRES (Chambre Régionale de l'Économie Sociale).

### À la découverte d'un contexte et de l'action

Les participants, à partir d'une approche de l'histoire, du contexte culturel et des problématiques socio-économiques, sont allés à la rencontre d'initiatives locales portées par des groupes de personnes agissant sur toute l'île, dans les champs de la petite enfance, du handicap, de la personne âgée, de l'éducation et de la prévention, de l'accès aux nouvelles technologies et de la culture. Ces rencontres ont donné l'occasion de situer l'action d'accompagnement des **Ceméa de la Réunion** en relation avec le territoire et du dispositif partenarial actuellement en phase de re-négociation.

### Déclencheuses d'apports et de questionnements

La démarche s'adaptant au « temps » des initiatives locales, contractualisée en dehors de dispositifs institués, a facilité un centrage de l'action sur des valeurs humaines et un contact étroit avec la réalité vécue au quotidien par les personnes. Mais le rapport au temps nécessaire à la construction de ces structures, pose la question des financements de cet accompagnement dans la durée. Une piste de réflexion s'est dégagée à la fin de la semaine d'étude : prendre en compte cette fonction d'accompagnateur dans toutes les formations (professionnelles, militantes) ou créer une fonction d'accompagnateur pour formaliser cette posture professionnelle.



## L'accompagnement et la formation des publics en difficulté

### Des valeurs portées par un réseau national

- La certitude que les personnes sont capables d'évoluer et de se transformer.
- Le refus de l'assistanat au profit de l'accompagnement et du développement des personnes et des groupes.
- La volonté de faire se rencontrer et s'entraider des publics différents.
- La reconnaissance des différences culturelles et religieuses dans le respect et l'exigence de la laïcité.
- Le centrage sur les souhaits et les choix des personnes.
- Le travail en équipe.

Ces valeurs définissent le sens des interventions des Ceméa dans des dynamiques d'insertion sociale, culturelle, professionnelle et de développement local, inscrites dans un projet de transformation sociale.

### Des pratiques pédagogiques centrées sur l'implication de chaque personne dans l'émergence, la construction et la réalisation de son projet

Notre accompagnement des personnes s'appuie à la fois sur la constitution et la vie d'un groupe et sur la prise en compte de chacun. Ce va et vient entre l'individuel et le collectif permet à chacun de progresser selon son rythme, ses besoins, ses intérêts, ses attentes.

Cette approche par le collectif s'appuie sur des pratiques mobilisatrices : chantiers, créations et réalisations collectives, projets d'activités et d'intervention.

Attachés au travail de groupe, nous sommes attentifs aux dynamiques inter-individuelles, au respect de la place de chacun et aux processus de régulation collective. Nous attachons une grande importance à l'écoute des personnes et favorisons l'existence d'espaces pour des paroles collectives.

Nous sommes attentifs aux aménagements et aux organisations du cadre de vie, dans la prise en compte de la vie quotidienne du groupe.

*Charte de qualité des Ceméa (extraits)*



*Dessin d'André François  
Extrait de K Libre, éditions du Seuil*

## Promotion sociale et ancrage territorial, en Languedoc-Roussillon

**S'inscrire dans les dispositifs d'insertion et de lutte contre l'exclusion est pour les Ceméa un acte politique fort qui vise à permettre à chacun d'avoir les éléments pour être réellement acteur de sa vie en fonction de ses possibilités et à son rythme. S'inscrire dans des dispositifs d'insertion et de lutte contre l'exclusion, c'est œuvrer pour faire évoluer les mentalités, le regard sur les publics en difficulté, au plus près du terrain et des publics.**

L'année 2004 a permis de renforcer les liens entre les Ceméa du **Languedoc-Roussillon** et leurs partenaires institutionnels, et de conforter les conventions correspondantes. Les innovations pédagogiques telles que la nouvelle convention de **Lunel** ou la mise en place d'un module de valorisation de ses expériences de vie sur **Gignac**, ont permis un réel travail de partenariat avec le Conseil général de l'**Hérault** et une reconnaissance de la capacité des Ceméa à innover et à s'adapter aux besoins des publics sur un territoire.

### Vie des antennes locales

• **Montpellier** RMI artistes : cette convention accueille **38 personnes** sur une année. Outre l'accueil individuel, un travail d'accompagnement au projet des personnes est complété par des ateliers collectifs de socialisation ou d'apprentissage technique : (voix, théâtre, informatique, juridique, administratif, press-book). Durant l'année 2004 plusieurs expositions ont été organisées à l'espace 28, à **Montpellier**, ainsi qu'un voyage à Barcelone avec plusieurs participants du groupe artiste.

• **Carnon** littoral : cette convention accueille **38 personnes**. Un accueil qui consiste à aider les personnes reçues pour la définition de leur projet professionnel. Cette convention comporte la mise en place de deux ateliers culture (visite de musée, cinéma...) et cuisine (fabrication de repas, atelier autour des conserves de la banque alimentaire).

• **Lodève** RMI artistes : cette convention accueille **32 personnes**. C'est la deuxième année d'installation pour cette antenne qui fait maintenant partie du paysage associatif local. Plusieurs expositions ont pu être organisées dans ses locaux en 2004. Cette antenne, de part son implantation dans les hauts cantons, participe aussi au développement des Ceméa Languedoc-Roussillon sur ce territoire.

• **Sud Gard Aigues-Mortes** : cette convention accueille **75 personnes** (suivies pour 6 mois). Une année importante pour cette antenne gardoise des Ceméa qui a participé à de nombreuses réunions avec le Conseil général du **Gard** en vue du changement dans l'organisation et la mise en place du suivi des personnes bénéficiaires du RMI dans ce département.

• **Lunel** : cette convention accueille **50 personnes** en suivi individuel et atelier collectif. Cette convention a été mise en place en partenariat avec le Conseil général de l'**Hérault** de façon expérimentale en 2004. Le bilan effectué en novembre a permis la reconduction de cette convention pour 2005.

• **Cœur d'Hérault** : cette convention accueille **30 personnes**. Cette année a permis de mettre en place un module négocié en 2003 autour de la valorisation des expériences de la vie pour relancer la motivation des participants.

ANPE : cette convention a été directement établie avec l'ANPE « Objectif Projet Individuel ». Sont accueillies **20 personnes**. Chaque personne est reçue pour une durée de trois mois à raison d'un rendez-vous par semaine. Cette convention a pour objet l'aide à la mise en place de projet professionnel.

En 2004, ce sont **278 jeunes** qui ont été accueillis par les Ceméa, ce qui correspond à **21 888 heures** de formation.

## La relation éducative avec les adolescents, une orientation pour les Ceméa de Midi-Pyrénées

Historiquement les Ceméa ont été référents en matière d'intervention éducative auprès des adolescents ; ils ont été porteurs d'avancées pédagogiques comme le départ en autonomie dans les séjours adolescents. Aujourd'hui nous constatons que les personnels éducatifs en contact avec des pré-ados ou des adolescents rencontrent des difficultés et sont en recherche de soutien ; ce besoin est par exemple souvent exprimé par des collègues qui sollicitent notre association pour un apport d'éclairage autour des questions de socialisation des adolescents ; mais il s'exprime également au travers des demandes d'intervention sur les questions de violence.

C'est pour montrer ce qui peut fonder une intervention éducative vers les adolescents que les Ceméa de **Midi-Pyrénées** ont accepté de prendre en charge le service jeunesse du **Carmausin** afin d'avoir un terrain concret d'expérimentation ; c'est également une des principales raisons qui les a fait s'impliquer dans le dispositif des Ateliers Relais sur **Colomiers** ; c'est aussi pour cela que les Ceméa proposent depuis trois ans un BEATEP centré sur l'intervention jeunesse et des stages SAFCO en direction des enseignants sur la prévention de la violence et la socialisation des adolescents.

Pour l'ensemble de ces raisons, il faut maintenant formaliser davantage ses expériences éclatées afin de constituer un véritable pôle de compétences régional en matière d'intervention éducative en direction des adolescents. Ce sera une orientation des Ceméa de **Midi-Pyrénées** pour 2005.

### Le Pellerin

#### Parents enfants : vivre la séparation au quotidien



Les parents ont été très à l'écoute des intervenantes.

« Au revoir papa, maman... vivre la séparation au quotidien » est le thème qui a été abordé lors de la soirée-débat organisée par le relais assistantes maternelles intercommunal de Le Pellerin et de Saint Jean de Biouzeu, en partenariat avec la halte-garderie associative « le Rac à Sable » du Pellerin le jeudi 23 septembre.

L'expérience de la séparation de l'enfant avec ses parents fait partie de la vie. L'accueil chez une assistante maternelle ou à la halte-garderie, les vacances chez les grands parents sont, entre autres, des occasions pour l'enfant et les parents d'être confrontés. Ces moments éveillent souvent des émotions plus ou moins vives de part et d'autre.

Aussi, cette soirée a permis aux assistantes maternelles et aux parents, de débattre dans un premier temps, par petits groupes sur différentes questions posées par l'intervenante, Mme Pascale Guichet, psychologue clinicienne à l'asso-

d'Education Activel. Quelles sont pour vous les réactions de l'enfant à la séparation ? V a-t-il des âges plus difficiles à la séparation ? Fait-il pour l'enfant une période d'adaptation, un accueil progressif dans un nouveau lieu (rêche, halte-garderie, chez une assistante maternelle) Pourquoi ? Comment ?

C'est dans un second temps, à partir des éléments de réflexion de chacun des groupes, que l'intervenante Mme Guichet a exposé : les enjeux de la séparation enfant-parent en lien avec le stade du développement de l'enfant ; les aménagements possibles permettant d'accompagner l'enfant et les parents dans cette expérience. Parents, assistantes maternelles et professionnelles de structures collectives ont visuellement apprécié cette nouvelle formule de débat, allant non seulement la réflexion par petits groupes de 5 ou 6 personnes, mais également la confrontation des différents points de vue avec l'interven-

**Saint-Aignan-de-Grandlieu**

**Les assistantes maternelles et la peur de l'enfant**

Le relais des assistantes maternelles avait organisé une soirée-débat salle de l'Héronnière, à l'attention des parents et des assistantes maternelles des communes du Sivom de Bouaye sur le thème : « la peur de l'enfant ».

Cette soirée était animée par M<sup>me</sup> Hélène du CEMÉA, Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Activel. Elle énumérera tout d'abord les peurs de l'enfant, tout ce qui pouvait inquiéter un enfant, la provoquer, une angoisse, le perturber. Les enfants s'expriment. Il faut le laisser dire sans pertes, lui-même.

Il faut aussi lui dire, lui expliquer l'attitude, le mettre au courant, savoir quoi lui répondre en lui disant toujours la vérité, cela le mettra en confiance.

Les peurs, les inquiétudes du quotidien correspondent à des sentiments qui il ne faut pas, il faut lui donner une explication sur la raison d'un bruit. Rassurer l'enfant à l'aide de bonis, ou lui faire découvrir des animaux, des objets. Le revenu d'un enfant est en construction, un adulte ne peut le perturber.

Les parents et assistantes maternelles présents ont pu discuter sur les démarches à adopter pour le bien-être de l'enfant, dont les intervenantes ont la responsabilité.

## Un projet inter associatif en Antilles-Guyane

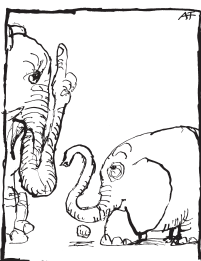
Le projet défini par la réunion des présidents et directeurs des trois Associations territoriales des Ceméa de la zone **Amérique-Antilles** comportait trois volets : un plan de formation dont les Ceméa de **Guyane** ont la responsabilité, un regroupement de militants sous la responsabilité des Ceméa de **Guadeloupe** et le montage du dossier Brevet Professionnel conduit par les Ceméa de **Martinique**.

### Un regroupement de militants associatifs

Son contenu comportait trois thèmes : les loisirs des jeunes et l'environnement, l'adolescence et la démocratie chez les jeunes. Ce regroupement du 22 au 27 octobre a réuni **26 militants** venant de **Guadeloupe** (12), de **Guyane** (4) et de **Martinique** (10).

### Montage d'un dossier Brevet professionnel

Ce dossier a nécessité des temps de travail et de formation qui se sont tous tenus à la Martinique et en métropole. Une mise à niveau du 2 au 4 janvier 2004 a réuni huit militants de **Guadeloupe** (2), de **Guyane** (2) et de **Martinique** (4) pour faire le point et partager les mêmes informations et connaissances des textes législatifs. Le montage du dossier s'est déroulé lors de trois journées (mai 2004) après un travail de recherche et d'enquête mené par les trois associations. Le groupe était composé de trois militants de Guadeloupe, deux de Guyane et quatre de Martinique. Une séance de travail a accueilli les représentants de la DDJS et la déléguée des Francas. Il a été finalisé lors d'un regroupement national en métropole, avant d'être déposé à la DDJS de **Martinique** pour demande d'agrément.



Dessin d'André François  
Extrait de K Libre, éditions du Seuil

## Face au mal-être des adolescents, des politiques de prévention et de remédiation

Une « Conférence nationale de la famille » a lieu chaque année. En 2004 le thème fixé était l'adolescence, les Ceméa y ont contribué dans le cadre du groupe « Santé, adolescence et famille ». Nous assistons aujourd'hui à une diversification des situations de risques chez les adolescents, à des signaux d'alerte, et ce bien au-delà des milieux sociaux traditionnellement suivis par le travail social et objets centraux des politiques publiques.

### Des signes d'alerte

- Ces dernières années, les intervenants au travail dans les accueils festivaliers ont vu arriver des adolescents, à partir de 14/15 ans, en recherche d'aventures exploratoires, certains assez perdus, fortement attirés par la mouvance « zonarde », par l'aspect festif et de transgression de ces regroupements et par l'accès facile à diverses consommations de toxiques.
- Tout au long de l'année, les professionnels au contact des publics en errance dans la rue sont témoins de rapprochements réguliers entre de jeunes lycéens, souvent des jeunes filles, et de grands marginaux. D'autre part les équipes au travail dans les petites communes rurales ou péri urbaines font état du mal-être important de certains adolescents qui pour beaucoup n'appartiennent pas à des milieux sociaux dits en difficulté.
- Les équipes éducatives des foyers et des maisons d'enfants à caractère social constatent certaines évolutions dans les comportements et les modes de prise en charge. Il n'est plus rare aujourd'hui que certains adolescents soient en « fugue permanente ».

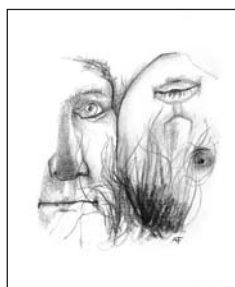
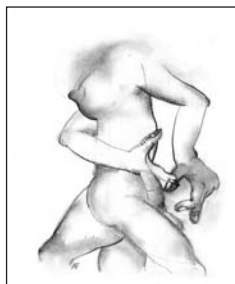
### L'émergence d'un mal-être important

Plusieurs brouillages n'aident pas à la prise de conscience publique. Le premier tend à stigmatiser les jeunes des quartiers d'habitat social en sur-médiatisant les phénomènes de violence et de délinquance spécifiques à ces territoires. Le deuxième fait du personnage de l'adolescent violent, délinquant, incontrôlable, la figure emblématique de la jeunesse en difficulté. Le troisième ne laisse entrevoir des phénomènes d'errance que la partie la plus visible, celle des groupes de jeunes squattant avec leurs chiens les espaces des centres villes, masquant du même coup la réalité plus complexe et plus diffuse des décrochages adolescents.

Ces évolutions élargissent la problématique de la jeunesse en difficulté en introduisant de nouvelles dimensions : celle du décrochage, de l'esquive, de l'évitement, de la fuite et non plus seulement celles de l'opposition, de l'affrontement, de la violence et de la délinquance. Il devient urgent de faire reconnaître la réalité et la complexité des situations de risques pour les nouvelles générations.

### Quelle prévention, quelles remédiations ?

- Les objectifs de la prévention primaire du mal-être des adolescents sont terriblement simples : parvenir à ce qu'ils se développent de façon heureuse afin d'échapper aux risques et aux dérives qui les guettent en étant assez armés pour s'en défendre ou pour les gérer. Les lieux de mise en œuvre de ces objectifs sont tous les lieux d'éducation et de socialisation : le système scolaire, l'animation socioculturelle, l'institution sportive...
  - Des dispositifs particuliers commencent à exister : points et lieux d'écoute, présence éducative dans les rassemblements festifs et culturels... Ces actions sont à soutenir à la fois quantitativement et qualitativement. Leur pérennité est également à garantir par l'assurance d'une stabilité financière.
  - Il s'agit là d'aider ceux qui sont très engagés dans des dérives psychiques et sociales, voire qui sont déjà dans la rupture. Les projets de « Maisons des adolescents » intégrées au service public de santé ne paraissent pas avancer rapidement, à part quelques réalisations phares. Les centres de soins spécialisés aux toxicomanes (CSST) n'intègrent pas, sauf rare exception, cette population parmi leur public potentiel.
- Des « lieux de crise » restent sinon à inventer (il y en a deux en France), du moins à multiplier, où un adolescent pourrait de lui-même demander hébergement, abri, protection, le temps qu'une crise familiale, affective, relationnelle se dénoue, ceci évidemment en lien avec les institutions de protection des mineurs.



Dessin d'André François  
Extrait de K Libre, éditions du Seuil

### Semaine santé : la violence à l'école, premier volet abordé

Dans le cadre de la semaine santé sur le thème de la violence, une rencontre débat était proposée, samedi après-midi, au centre Pierre-François, sur le thème de la violence à l'école, de la maternelle à l'élémentaire.

Une quarantaine d'éducateurs, professeurs, parents et animateurs municipaux étaient réunis pour débattre de ce thème et apporter leurs expériences en présence d'Annie-France Le Pape et Annie Rivière du centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, le Ceméa. « À l'école, la violence existe, elle réside au fond de chacun de nous, elle est au quotidien, elle est inhérente à la vie. L'école est le lieu de vie principal des enfants. Cette institution est sans doute la seule où enfants et parents sont confrontés quotidiennement à un certain nombre de problématiques liées à la violence », explique Annie-France Le Pape, chargée de mission nationale en santé et en psychiatrie du Ceméa.

#### Discipline scolaire et convictions personnelles

La violence à l'école est abordée du côté des parents de deux façons : certains conseillent l'évitement, d'autres de répondre au coup porté. Côté enseignants, l'apprentissage d'un savoir scolaire oblige la mise en place d'une discipline dont la conduite dépend des convictions personnelles de chaque maître.

Les différents acteurs ont parlé de la violence à l'école.

## ■ Un chantier prioritaire « les jeunes en errance »

### Animation du réseau « Jeunes en errance »

#### • Une accessibilité des informations permanente sur Internet

L'entrée « Jeunes en errance » du site Internet des Ceméa est identifiée par les moteurs de recherche à partir des mots clés « errance » et « jeunes en errance ». Un référencement direct sur le portail « Oasis » permet également aux personnes intéressées d'accéder aux données. La liste des correspondants (têtes de réseaux, professionnels, formateurs, chercheurs) a été tenue à jour et ses actualisations ont été mises en ligne sur le site Internet des Ceméa. Les comptes-rendus de la rencontre nationale annuelle du réseau et de la rencontre « Adolescents en dérive » sont également disponibles sur le site.

#### • Une rencontre nationale annuelle

Elle a été organisée à **Avignon** les 9 et 10 décembre 2004. Elle a réuni **35 professionnels** (éducateurs spécialisés, assistants de service social, animateurs...) venant de l'ensemble du territoire sur le thème des adolescents en dérive et de leurs liens avec l'errance.

#### • Une rencontre nationale professionnelle « Adolescents en dérive »

Elle a été organisée à **Aurillac**, en partenariat avec la ville d'Aurillac et l'Union nationale des associations de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, les 26, 27 et 28 mai 2004. Elle a réuni **180 participants**, la moitié d'entre eux venant des départements d'**Auvergne**. Cette forte participation régionale a permis de lui donner un impact local qui se poursuit en 2005.

#### • Des rencontres sur sites

A la demande des professionnels locaux, cinq rencontres sur sites ont eu lieu :

- à **Saint-Brieuc** sur l'état des partenariats et l'accompagnement social en lien avec la dynamique de sédentarisation des errants ;
- à **Aurillac** sur la prévention à exercer en direction des publics juvéniles durant le festival Éclat ;
- à **Valence** et à **Clermont-Ferrand** sur le développement des pratiques de prévention spécialisée auprès des adolescents en dérive ;
- À **Issoire** sur la prise en compte des publics en errance par le Centre Communal d'Action Sociale, en lien avec les autres CCAS du Puy de Dôme ;
- À **Dijon** sur les prises de risques d'adolescents scolarisés en lycée agricole, en lien avec le service social de l'établissement.

#### • Des interventions en centres de formation et conférences

Ces interventions sont l'occasion de faire connaître le réseau national, d'identifier de nouveaux correspondants, et permettent de « suivre » de jeunes professionnels intéressés par les actions en direction des jeunes en errance.

Cinq interventions et conférences ont eu lieu : DEUST « Médiation » université d'**Amiens**, diplôme d'université « Enfants de la rue » Université Paris VI, Salon national des professionnels et élus de la jeunesse à **Vichy**, colloque national « Psychotiques à la rue » à **Rouen**, assistants de service social EPSI **Clermont-Ferrand**.

#### • Une aide méthodologique et documentaire

Cette aide est pour partie transversale aux actions particulières (rencontres sur sites, rencontres nationales). Elle a été également développée en direct en réponse à des demandes de professionnels du réseau, de professionnels découvrant le réseau via internet, d'étudiants en travail social et de journalistes (presse écrite et audiovisuelle) préparant des dossiers sur les questions traitées par le réseau. Elle aboutit souvent à des mises en relation directe avec des correspondants du réseau national.



### Interaction avec les institutions publiques

#### • Liens avec le bureau de la lutte contre les exclusions (DGAS)

Le référent du réseau national au sein de ce bureau a participé aux rencontres nationales d'**Avignon** et d'**Aurillac**. Durant l'année 2004 et à la demande de ce référent, des échanges ont porté sur les questions liées à la toxicomanie du point de vue de l'errance des jeunes et des dérives juvéniles : aide au contact avec des professionnels du soin aux toxicomanes, acquis des travaux de la « Commission Parquet ». Une note portant sur « La non demande des jeunes en errance » lui a été remise dans le cadre de l'étude IGAS « La demande de l'utilisateur ».

#### • Liens avec les collectivités territoriales

Ils sont identifiables dans les actions de terrain qui ont régulièrement pris en compte cette dimension.

Des contacts moins formels, dont certains ont conduit à des actions développées en 2005, ont été établis à l'occasion de la rencontre nationale des professionnels et élus de la jeunesse à **Vichy**.

### Expérimentation, recherche, diffusion des acquis

#### • Les suites de la recherche-action

Le groupe de recherche « jeunes en errance » a poursuivi son travail : mise en commun des observations de terrain, identification des questions nouvelles, mise en place de démarches d'approfondissements théoriques et professionnels. La visibilité de ces travaux a été capitalisée et restituée dans les actions du réseau : rencontres, soutiens...

#### • Les acquis des travaux mis à disposition

En plus des diffusions et exploitations directes dans le cadre de l'animation du réseau national, trois articles ont été publiés : - « Psychose et jeunes en errance » dans la revue *Vie Sociale et Traitements* des Ceméa, n° 83, 2004, (à l'issue du colloque « Psychotiques à la rue ») ; - « L'errance active » dans la revue *Vers l'Éducation Nouvelle* n° 516, octobre 2004 ; « L'importance du réseau dans le travail avec les jeunes en errance » dans la revue *Vie Sociale et Traitements* des Ceméa n° 81, 2004 (à partir de l'étude « Accueillir l'errance ») réalisée pour la DGAS. L'ouvrage *Les nomades du vide* publié en 1996 et réédité en 1999 par les éditions Actes Sud, a été réédité par les éditions *la Découverte* avec une bibliographie à jour et une nouvelle préface reprenant les données nouvelles de la période 1996-2004. La question des jeunes en errance a été évoquée dans deux émissions de radio : France Culture sur « Les invisibles », et RFI à l'occasion de la réédition des *Nomades du vide*. À chaque fois l'existence du réseau professionnel a été évoquée à l'antenne, et les coordonnées du site internet mises en ligne par les radios.

#### • Un lien permanent et conventionnel avec la Direction générale de l'action sociale (DGAS)

Par convention avec la DGAS, les Ceméa s'engagent à animer le réseau national des professionnels « Jeunes en errance » selon des axes qui sont déterminés conjointement par les deux contractants.

Les actions conduites en 2004 s'inscrivaient dans une convention triennale 2003-2006.



## ■ L'action des Ceméa en santé mentale

### Les rencontres vidéo en santé mentale



Les 23, 24 et 25 novembre 2004 ont eu lieu à **Paris**, à la Cité des Sciences et de l'Industrie, les « 6<sup>e</sup> rencontres vidéo en santé mentale ». Cette manifestation a accueilli quelques **450 personnes**. Leur objectif : créer une dynamique d'échanges et de réflexion sur la question de la pratique du média vidéo dans le champ de la santé mentale. Du court au moyen métrage, de la fiction dramatique ou poétique, au documentaire social ou parodique, du clip au film d'animation, tous les genres, tous les styles figurent au programme ; aussi pendant les 3 jours, quelques 27 productions ont été projetées et débattues. Ces rencontres sont organisées par l'hôpital Maison blanche et l'association *L'élan retrouvé* en partenariat avec les Ceméa.

### Le Conseil Supérieur du Travail Social

Le CSTS se trouve investi d'une nouvelle mission. Le ministre souhaite une meilleure articulation entre le sanitaire et le social. Aussi, un groupe de travail a été constitué au sein du CSTS, les Ceméa font partie de ce groupe qui se nomme « Décloisonnement et Articulations du Sanitaire et du Social ».

Quatre axes sont au travail. Il s'agit de :

- Dresser l'état des partenariats ou des conventions entre le travail social et la psychiatrie.
- Recenser et valoriser les expériences innovantes dans lesquelles sont impliqués les travailleurs sociaux.
- Analyser les différences et les points communs entre les identités et les cultures professionnelles des acteurs des deux champs.
- Préparer des propositions en matière de formation initiale et continue des professionnels du social.

Le rapport final de cette élaboration doit être publié début 2006.

### Un cédérom sur Lucien Bonnafé



Ce cédérom est construit à partir d'éléments collectés dans le réseau Ceméa qui couvre un certain nombre d'engagements dans la vie de Lucien Bonnafé. L'idée générale était de réunir sur le même support des textes de Lucien Bonnafé diffusés dans les publications VST et VEN des Ceméa, accompagnés de quelques documents vidéo existants et de témoignages de militants Ceméa. Les objectifs sont à la fois d'offrir aux acteurs de Santé Mentale un recueil de textes de Lucien Bonnafé et de permettre de découvrir son œuvre militante.

### La semaine de la santé mentale

En mars 2004, dans le cadre de la semaine de la santé mentale, les Ceméa et la Cité de la Santé ont proposé un film *L'histoire de Paul* de René Ferrer. L'objectif de cette projection était de montrer que nous sommes tous vulnérables, et que nous pouvons basculer dans la « déraison ». Le débat avec le public s'est centré sur la perception de la maladie mentale dans notre société au travers des médias.

### La formation continue en santé mentale

La formation permanente au sens de l'Éducation populaire se doit d'être un lieu de questionnements des pratiques professionnelles, un temps de contestation des assurances soignantes. Et ainsi participer à la construction d'une éthique soignante garante du sens à donner à la culture professionnelle et aux pratiques du quotidien.

C'est dans ce cadre que les Ceméa ont accueilli **1 197 professionnels** dans **104 sessions** organisées en **Languedoc-Roussillon, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Bretagne, Pays de Loire, Paris, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Franche-Comté**.

De plus, les Associations des Ceméa engagées dans ce secteur répondent régulièrement à des demandes institutionnelles. Les Ceméa organisent depuis 1992 la formation d'adaptation aux fonctions de tuteurs aux majeurs protégés des deux régions **Nord-Pas-de-Calais et parisienne**. Cette formation s'organise autour de 8 modules de 5 jours et d'un module préalable de 2 jours, durant lequel les participants exposent leur motivation, leurs attentes, aux formateurs d'entendre celle-ci, de présenter les contenus et d'exposer le déroulement de la formation.



## La petite enfance

Quatre Associations territoriales des Ceméa ont organisé des formations d'assistantes maternelles libérales par convention avec les Conseils généraux : **Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Bourgogne, Bretagne**. Des sessions courtes de formation professionnelle continue ont été organisées pour des professionnels en poste : L'accueil et l'encadrement des jeunes enfants en **Guyane**, Le jeu et l'activité du jeune enfant, Je Joue, tu joues, ils jouent avec presque rien, Livre jeunesse en **Lorraine**, Accompagnement sur l'accueil et l'aménagement pour les enfants en **Franche-Comté**, Jeu et Jouets, CAP Petite Enfance en **Pays de la Loire**, Activités ludiques et manuelles jeunes enfants en **Limousin**.



### Semaine santé : la violence à l'école, premier volet abordé

Dans le cadre de la semaine santé sur le thème de la violence, une rencontre débat était proposée, samedi après-midi, au centre Pierre-François, sur le thème de la violence à l'école, de la maternelle à l'élémentaire.



Une quarantaine d'éducateurs, professeurs, parents et animateurs municipaux étaient réunis pour débattre de ce thème et apporter leurs expériences en présence d'An-

■ Les différents acteurs ont parlé de la violence à l'école.

nie-Franco Le Tappe et Annie Rivière du centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, la Ceméa. « À l'école, la violence existe, elle réside au fond de chacun de nous, elle est au quotidien, elle est inhérente à la vie. L'école est le lieu de vie principal des enfants. Cette institution est sans doute la seule où enfants et parents sont confrontés quotidiennement à un certain nombre de problématiques liées à la violence », explique Annie-Franco Le Tappe,

chargée de mission nationale en santé et en psychiatrie du Ceméa. **Discipline scolaire et convictions personnelles** La violence à l'école est abordée du côté des parents de deux façons : certains conseillent l'évitement, d'autres de répondre au coup par coup. Côté enseignants, l'apprentissage d'un savoir scolaire oblige la mise en place d'une discipline dont la conduite dépend des convictions personnelles de chaque maître.

## Un stage BAFA Santé dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris

Les objectifs de cette action s'inscrivent dans le cadre de la politique de la ville. Il s'agit de réinscrire dans une dynamique professionnelle, des jeunes du quartier Belleville Amandiers qui connaissent un manque de perspectives. Les outils BAFA et AFPS (attestation de formation aux premiers secours) doivent leur permettre de retrouver une confiance en eux, favorisant ainsi le moteur de la dynamique sociale et créant ainsi une passerelle pour trouver un emploi, grâce au travail partenarial de ce projet. Les objectifs de l'action ont été atteints pour les deux sessions de la formation « BAFA santé 2004 ». Grâce aux méthodes pédagogiques actives mises en place et à l'importance portée sur l'accueil des jeunes dans les modules de formation, la présence des stagiaires a été très régulière chez l'ensemble des partenaires de l'action. Une dynamique de groupe s'est très vite installée favorisant ainsi pour chacun des stagiaires le fait d'être acteur de sa formation. Un travail sur le bien-être et sur l'alimentation a bien fonctionné entre les Ceméa et la Croix rouge française.

À noter le partenariat renforcé par l'arrivée d'« Équipe Emploi insertion » du 20<sup>e</sup> qui a permis un meilleur suivi et une orientation postformation pour l'ensemble des jeunes. Le partenariat avec la Dasco (Cas 20<sup>e</sup>) a été retravaillé pour un meilleur fonctionnement et une meilleure réussite dans l'accompagnement des stages pratiques a été constatée.

Sur la première session qui s'est déroulée entre avril et septembre 2004, ont été accueillis 9 jeunes. Sur la deuxième session qui a débuté en octobre 2004 et s'achèvera en février 2005 ont été accueillis 14 jeunes. La plupart d'entre eux ont validé leur cursus de formation avec succès. Plusieurs (10) ont trouvé un emploi. Quatre jeunes ont abandonné leur formation.

## Désaliénismes et vigilances



Revoir l'état de la psychiatrie d'il y a cinquante, quarante, trente ans : étonnement, attendrissement, répulsion, admiration ? Qui ferait ce voyage dans le temps ?... Comme le rappelait Lucien Bonnafé, il y avait une psychiatrie avant le Largactyl. Elle continua après. Les termes « équipes soignantes », « politique de santé mentale » ne choquaient personne car ils contenaient quelques vérités du désaliénisme cher à Bonnafé et aux autres : le soin psychiatrique est un voyage au long cours même s'il comporte des moments aigus de trouble et donc d'intervention immédiate... Nulle magie dans le traitement de choc : électrochoc, Sakel, neuroleptique incisif, s'il n'est prélude et ouverture à un accompagnement. Cet accompagnement ne peut être que collectif – même s'il comporte des tête-à-tête – il suppose accueil, rencontre, partage du quotidien, médiation avec l'environnement, articulation permanente du dedans et du dehors, du sanitaire et du social.

Tout ce qui obstrue cette rencontre et cet accompagnement – hiérarchies inutiles, attitudes ségrégatives, institutions au service d'elles-mêmes, attentismes cyniques –, doit être dénoncé comme aliénisme aggravant de la souffrance psychique.

Le désaliénisme n'est pas une théorie, ni une posture de refus et de résistance au changement, mais une attitude de vigilance. Il est l'axe éthique de ces combats. Il est pluriel car l'ennemi est en nous, malades et soignants, comme autour de nous. L'hôpital qui oublie sa fonction d'asile, le thérapeute qui s'enferme dans son supposé savoir, l'infirmier ou l'éducateur qui utilise son mode d'intervention comme pouvoir et violence, le biologiste qui confond sa molécule active avec un soin, le responsable politique qui ne veut aucun désordre social dans sa circonscription, le citoyen qui refuse près de son jardin les mal-fichus, les médias amplifiant la xénophobie et le racisme social, le patient lui-même qui prétend consommer la psychiatrie comme le Mac-Do de la pensée ou de la réparation existentielle. Tout cela produit des suraliénations que les acteurs du soin spécialisé comme les lieux de formation, de débat et d'influence, doivent repérer et atténuer.

Serge Vallon, VST n° 83